

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine  
BP 50520  
83000 Toulon

Toulon, le 22/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES DES GRANDS CAOUS**

Boulevard Delli-Zotti  
83700 Boulouris

Références : D-UD83-2025-0547  
Code AIOT : 0006400233

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement CARRIERES DES GRANDS CAOUS implanté Boulouris 83530 Saint-Raphaël. L'inspection a été annoncée le 04/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite entre dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES DES GRANDS CAOUS
- Boulouris 83530 Saint-Raphaël
- Code AIOT : 0006400233

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS Carrières des Grands Caous exploite une carrière de roche massive (porphyre) et des installations de traitement de matériaux sur la commune de Saint-Raphaël, Lieux-dits « les petits Caous » et « Aigue-Bonne ».

Cette carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 15/03/2012, modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 27/08/2014 et du 22/09/2021.

L'autorisation porte sur une durée de 30 ans et une production maximale annuelle de 800 000 tonnes. En 2024, 381 884 tonnes du gisement ont été extraites et 1416 tonnes de déchets inertes extérieurs ont été mis en remblai dans le cadre du réaménagement de la carrière.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, article communication DREAL	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	registre déchets inertes en remblai	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.III	/	Sans objet
4	Apports extérieurs pour le remblayage	AP Complémentaire du 22/09/2021, article 5	/	Sans objet
5	Apports extérieurs pour le recyclage	AP Complémentaire du 22/09/2021, article 5	/	Sans objet
6	Conditions d'admission	AP Complémentaire du 22/09/2021, article 5	/	Sans objet
7	Contrôles à l'arrivée	AP Complémentaire du 22/01/2021, article 5	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société n'a pas encore mis en place l'activité de recyclage de matériaux inertes.

Suite à l'inspection du 23 mai 2024, l'exploitant tient désormais compte, sur GIDAF et dans son PSH, de la consommation d'eau dans le réseau d'eau potable de la ville ainsi que de ses eaux d'exhaure.

L'inspection a constaté que l'exploitant prenait les dispositions nécessaires au respect des dispositions réglementaires concernant le remblaiement de la carrière par les déchets inertes autorisés par son arrêté préfectoral du 15/03/2012 modifié.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/05/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/09/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Pour :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ;</li><li>- pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ;</li><li>- STEP urbaines d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/j de DBO5 (100 000 équivalents habitants) ;</li><li>- site d'extraction relevant du code minier.</li></ul> <p>Prélèvements :</p> <p>L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/ an.</p> <p>Volumes d'eaux rejetés :</p> <p>L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] Les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;</p>
<b>Constats :</b> <p>Par mail du 04 juillet 2025, l'exploitant a fourni un extrait de la déclaration GEREP de l'année 2024, celle-ci intègre bien un volume de 694m<sup>3</sup> d'eau pour le réseau d'eau potable. L'exploitant a donc pris en compte la demande de l'inspection des installations classées suite à l'inspection du 23/05/2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Mise en œuvre du PSH

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 20/03/2023, article communication DREAL
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PSH
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/05/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/12/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024.</p> <p>Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024.</p> <p>Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors.</li> <li>2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte.</li> </ol> <p>Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA.</p> <p>Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.</p> <p>L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH.</p> <p>Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement a mis en place un PSH et a transmis par mail du 01 juillet 2025 la dernière version en vigueur. Cette version prend bien en compte la consommation d'eau dans le réseau d'eau potable de la ville et dans le bassin Portman comme demandé dans le rapport d'inspection du 23/01/2025 suite à la visite du 23/05/2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 3 : registre déchets inertes en remblai

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.III
<b>Thème(s) :</b> Autre, registre déchets inertes en remblai
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. - Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.</p> <p><i>L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</i></p> <p><i>L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant a transmis le registre d'admission des déchets pour l'année 2025 ainsi que le plan topographique correspondant, sur lequel les zones de remblaiement sont indiquées en planimétrie et en altimétrie.</p> <p>Un contrôle par sondage a été réalisé : pour l'une des lignes du registre, l'exploitant a fourni le bon de livraison ainsi que le bordereau de suivi des déchets (via Trackdéchets). Les documents sont cohérents entre eux et comportent l'ensemble des informations exigées par la prescription contrôlée.</p> <p>Par ailleurs, aucun dispositif de surveillance des eaux souterraines n'est installé sur le site, en raison de l'imperméabilité de la roche. L'exploitant précise toutefois qu'il procède à des tests de lixiviation lorsque les déchets proviennent d'une zone susceptible d'être contaminée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Apports extérieurs pour le remblayage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/09/2021, article 5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Apports extérieurs pour le remblayage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 août 2014, modifiant l'article 8.7 de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2012, sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes:</p> <p>« <u>Article 8.7.1</u> - Apports extérieurs</p> <p>Article 8.7.1-A : Apports extérieurs <b>pour le remblayage</b></p>

Dans le cadre du réaménagement, seuls les déchets inertes figurant dans le tableau cidessous et les composts réglementés en provenance de l'extérieur sont autorisés.

CODE DECHET	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17 .05 .04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés

Ces déchets précités ne sont pas issus d'un traitement de concassage mais peuvent être issus d'un criblage.

A compter du 1/1/2021 :

- Le volume de matériaux inertes (interne et externe) pour le réaménagement est limité à 1 203 000 m<sup>3</sup> au global.
- Le volume de déchets inertes externe est limité à 968 000 m<sup>3</sup> en global soit à :
- 30 000 m<sup>3</sup>/an de terres et cailloux ne subissant pas de traitement ;
- 14 000 m<sup>3</sup>/an issus du tri de la plateforme de transit de déchets inertes.

#### Constats :

Le registre d'admission des déchets inertes entrants destinés au remblaiement indique que seuls des terres et cailloux (code déchet 17 05 04) sont acceptés sur le site. Une vérification visuelle réalisée sur la zone actuellement en cours de remblaiement ne révèle la présence d'aucun autre type de déchet.

Selon le registre des déchets inertes entrants :

- **En 2023** : 997 tonnes de déchets inertes ont été mises en remblai (soit très largement inférieur au seuil réglementaire de 30 000 m<sup>3</sup>/an).
- **En 2024** : 1 416 tonnes ont été admises, également bien en deçà de cette limite.

L'exploitant précise par ailleurs que le phasage actuel de l'exploitation n'est pas favorable au remblaiement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Apports extérieurs pour le recyclage

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 22/09/2021, article 5

**Thème(s) :** Autre, Apports extérieurs pour le recyclage

**Prescription contrôlée :**

[...]

Article 8.7.1-B : Apports extérieurs **pour le recyclage**

Dans le cadre du recyclage de matériaux pour une réutilisation en dehors du site de la carrière, seuls les déchets inertes figurant dans le tableau ci-dessous sont autorisés.

CODE DECHET	DESCRIPTION	RESTRICTIONS.
17 .01 .01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 .01 .02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 .01.03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 .01 .07	Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à l'a rubrique 17.01.06	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 .03.02	Mélange bitumineux ne contenant pas de goudron ni d'amiante	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites



		provenant pas de sites contaminés, triés
17 .05.04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 .02. 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

Pour tous les apports extérieurs sont interdits:

- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les déchets dont la température est supérieure à 60°C ; les déchets non pelletables ;
- les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;
- les matériaux de construction contenant de l'amiante ;
- Les déchets de ballast.

[...]

#### Constats :

L'exploitant indique ne pas avoir débuté cette activité par manque de place dans le phasage actuel. La plateforme de stockage et les installations de traitement occupent une place importante ne permettant pas de réaliser cette activité pour l'instant. Il envisage de la débiter sous 2ans environ.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Conditions d'admission

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 22/09/2021, article 5

**Thème(s) :** Autre, Conditions d'admission

#### Prescription contrôlée :

[...]

#### Article 8.7.2 - Conditions d'admission

Avant la livraison ou au moment de celle-ci ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable

même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement;
- les quantités de déchets concernées.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Le document préalable est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

**Constats :**

L'exploitant a présenté le document d'acceptation préalable correspondant au constat du point de contrôle n°2. Ce document comporte l'ensemble des mentions requises par la prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Contrôles à l'arrivée**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 22/01/2021, article 5

**Thème(s) :** Autre, Contrôles à l'arrivée

**Prescription contrôlée :**

[...]

Article 8.7.3 - Contrôles à l'arrivée

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion.

Afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé, les matériaux admis sont déversés sur une aire spécifique pour contrôle visuel préalable avant boutage dans l'excavation à remblayer. S'il y a lieu, en cas de chargements non conformes, les matériaux sont immédiatement rechargés dans le véhicule qui les a amenés.

En cas d'impossibilité, dans l'attente de la reprise des déchets pour élimination dans une installation autorisée -à cet effet, leur dépôt est délimité par un dispositif matérialisé et, s'il y a lieu, protégé afin de -prévenir tout risque de transfert de pollution.

Les matériaux non conformes susceptibles de se retrouver au sein de chargements globalement acceptables sont stockés dans une ou, en cas de nécessité de tri, plusieurs bennes spécifiques mises à disposition à cet effet sur le site, dans l'attente de leur évacuation pour élimination dans une filière autorisée. Dès qu'elles sont remplies, les bennes sont évacuées.

[...]

**Constats :**

Par courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant a transmis la procédure d'acceptation des apports de déchets inertes de la carrière.

L'agent de bascule vérifie les documents d'acceptation et effectue un premier contrôle visuel grâce à une caméra située à l'entrée de l'installation. Un second contrôle visuel est réalisé par le chauffeur du chargeur lors du déchargement du camion sur l'aire dédiée.

Des bennes destinées à recueillir les déchets non conformes éventuellement détectés dans un chargement globalement acceptable sont mises à disposition au niveau des installations de traitement ainsi qu'au niveau de l'atelier.

**Type de suites proposées :** Sans suite